

Introduction

Une vaste littérature remarque que la capacité d'intervention autonome des États a été réduite par le tournant néolibéral depuis les années 1980. Si l'affaiblissement de l'Etat social touche tant l'Europe occidentale, que l'espace post-communiste, les rapports des élites et des individus postcommunistes envers l'Etat s'enracinent dans un contexte particulier et sont influencés par le passé communiste. Tandis que dans l'espace occidental les droits sociaux sont une partie composante des droits civiques, dans l'espace postcommuniste, « les thérapies de choc » ont été couplées avec un retrait de l'Etat de la protection sociale, avec une stigmatisation de certaines catégories sociales, considérées les privilégiées du régime communiste et avec une réticence de l'individu postcommuniste envers les services sociaux.

Deuxièmement, la littérature remarque que « les jeunes précaires » mobilisés durant « les mouvements de la crise économique » mettent en exergue l'obligation de l'Etat de défendre les droits des démunis¹. Il ne s'agit pas d'une défense exclusive des droits civils, mais aussi des droits socio-économiques (droit au logement, au travail etc.). Depuis 2010, des gens ayant des parcours éducationnels divers participent aux mobilisations anti-austérité, créant des coalitions entre « les demandeurs des services publics » et les ouvriers, se mobilisant pour la défense de la santé, de l'éducation publique. Contrairement à l'Europe de l'Ouest et du Sud, dans le contexte de la crise économique de 2008, la révolte des gens des jeunes démocraties de l'Europe centrale et orientale se dirige plutôt envers la pénétration de la nomenklatura communiste dans la vie politique d'après 1989 qu'envers l'adoption des politiques néolibérales. Dans ce contexte, cet article aborde la question de la reconfiguration de l'Etat en Europe centrale et orientale après 1989 à partir de l'étude de cas « des mouvements de la crise » en Roumanie, qui seront placée dans le contexte plus général de la transition envers l'économie de marché et de la crise financière globale. Partant de la théorie de la dépendance du chemin, notre postulat est que les particularités nationales et régionales des mouvements sociaux en Europe centrale et orientale pourraient être comprises en se concentrant sur la généalogie des mouvements sociaux et que les

¹ Donatella della Porta, *Social Movements in Times of Austerity: Bringing Capitalism Back Into Protest Analysis*, Cambridge: Polity Press, 2013, pp. 1-26.

mobilisations en Europe centrale et orientale sont liées aux conditions de départ du communisme d'Etat. Plus précisément, cet article veut tester l'hypothèse selon laquelle l'héritage anticommuniste est important dans l'émergence des mouvements post-2011 dans l'espace post-communiste. Cette recherche se base sur 45 entretiens semi-directifs menés avec des activistes roumains en septembre 2013 et sur l'observation participante lors des forums, des événements et des rencontres entre septembre 2013 et mars 2014. Cet article est divisé en trois parties. Après une première partie qui met dans le contexte régional et national le tournant néolibéral en Roumanie après 1989, la deuxième partie aborde les effets sociaux de la crise économique de 2008, tandis que la dernière partie interroge les particularités des mouvements de la crise économique en Roumanie.

1.L'adoption du néolibéralisme en Roumanie.

Le rôle du passé communiste dans les transformations de l'Etat après 1989 et dans l'adoption des politiques néolibérales est largement documenté dans la littérature. Dans ce sens, Eyal, Szeleny et Townsley regardaient le capitalisme postcommuniste comme « l'œuvre » d'une alliance entre les dissidents anticommunistes et les monétaristes, qui ont une vision particulière sur comment la société, le marché et les individus doivent être dirigés pour respecter « l'équilibre naturel du marché »². Dans le cas de la Roumanie, un pays qui n'avait pas connu une forte résistance pendant le régime communiste, les dissidents anti-communistes n'ont pas pu jouer un rôle central dans l'adoption de politiques néolibérales. En dépit de cette différence par rapport à l'Europe centrale, la disponibilité des élites politiques et économiques roumaines à adopter les idées néolibérales vient comme un essai de signaler la rupture avec le régime communiste et dans le même temps, de se rapprocher de l'Europe occidentale et des institutions internationales. Dans ce récit politique inspiré par le libéralisme, les seuls adversaires des réformes de marché étaient les membres de l'ancienne nomenklatura communiste, alors que la société civile postcommuniste (y compris les syndicats) aurait dû avoir des intérêts et des bénéfices de l'économie de marché³. Plus précisément, les liaisons entre le milieu universitaire roumain, les ONGs et les élites politiques et financières avait joué un rôle important dans la traduction du

² Gill Eyal, Ivan Szelenyi and Eleanor Townsley, *Making Capitalism Without Capitalists. The New Ruling Elites in Eastern Europe*, London: Verso, 1998, p. 195.

³ Cornel Ban, *Dependență și dezvoltare Economia politică a capitalismului românesc*, Editura Tact, Cluj, 2013.

néolibéralisme en Roumanie⁴. Dans le même temps, l'absence des critiques des mesures d'austérité de 2010 dans le cadre des organisations de la société civile⁵ viendra dans la continuité du rôle de la société civile post-communiste roumaine, éminemment anti-communiste et antiétatique, dans l'adoption des politiques néolibérales. S'assurant un discours anticommuniste, les intellectuels engagés dans les organisations de la société civile roumaine depuis 1989 vulgarisent l'idée que les privatisations, les mécanismes de marché, la réduction du rôle des syndicats dans l'interaction avec le patronat⁶, « la dénonciation des périls de l'impôt progressif et de la redistribution »⁷ pourraient décommuniser le pays.

En dépit de l'antiétatisme de la société civile postcommuniste roumaine, la Roumanie postcommuniste a eu besoin de presque dix ans pour adopter des politiques néolibérales. Le pays est passé d'une réticence envers le néolibéralisme entre 1990 et 1992 à une résistance à celui-ci entre 1992 et 1996 et aux thérapies de choc des années 2000 et 2004⁸. Plutôt que de procéder à la thérapie de choc d'inspiration polonaise, ou même aux réformes gradualistes hongroises ou tchécoslovaques, le gouvernement provisoire de 1989 adopte un programme de libéralisation limitée : le démantèlement de la planification centralisée, la restitution des terres, la légalisation des entreprises privées, tout en cherchant « une troisième voie, entre l'Etat et le marché »⁹. Cette direction économique peut être expliquée par les événements qui suivent l'effondrement du régime communiste. Plus précisément, le Front National du Salut (FSN), composé d'anciens membres du Parti Communiste Roumain, prend le pouvoir quelques heures après la mort de Ceausescu et après la révolution de 1989, marquant plutôt une continuité avec l'ancien régime communiste qu'une rupture avec celui-ci, comme dans le cas d'autres pays de l'Europe centrale et orientale. Le fait que la Roumanie s'est confrontée aux politiques néolibérales à peine sous le Parti Social-Démocrate, qui serait, historiquement, opposé au capitalisme¹⁰ et qui avait gagné le

⁴ *Ibidem*, pp. 127-139.

⁵ Lucian Croitoru, "Masurile de austeritate din 2010-2011 au evitat ca România sa alunece spre un scenariu de tip Grecia", *Revista* 22, 14 iulie 2015, <http://revista22.ro/57547/masurile-de-austeritate-din-2010-2011-au-evitat-ca-romnia-sa-alunece-spre-un-scenariu-de-tip-grecia.html>, accesé le 28 janvier 2016.

⁶ Misu Negritoiu, *Salt înainte - Investițiile străine directe și dezvoltarea economică*, Bucuresti: Editura Expert, 1996, p. 296.

⁷ Sorin Ionita, "Tax Awareness in Romania and the Costs of the Welfare State" *Working papers*, no. 11, SAR, Bucharest, March 1999.

⁸ Cornel Ban, "*Neoliberalism in Translation: Economic Ideas and Reforms in Spain and Romania*", doctoral thesis, 2011, Brown University, pp. 348-359.

⁹ *Ibidem*, p. 338.

¹⁰ *Ibidem*, p. 282.

pouvoir précisément par son populisme de gauche, influence la perception des gens sur ce que constitue le clivage gauche-droite.

Comment expliquer cette direction?

Tout premièrement, le fait que les « thérapies de choc » sont tardives en Roumanie postcommuniste ne peut pas être expliqué par la force des syndicats mobilisés contre l'économie de marché. Malgré les difficultés économiques de la région durant les années 1990, à l'exception de quelques syndicats mobilisés contre les privatisations, ceux-ci n'ont pas été suffisamment forts pour avoir un impact sur les libéralisations et Cartel Alfa a été un supporter des privatisations et des investissements étrangers¹¹. Dans ce sens, Liliana Pop vient à l'appui de l'argument que pour l'économie roumaine de l'année 1989 l'accès aux marchés globaux était pratiquement bloqué, faisant impossible l'adoption des politiques néolibérales à partir du modèle de l'Europe Centrale¹². D'un autre point de vue, Stoica vient avec une explication matérialiste, argumentant que les élites politiques postcommunistes avaient besoin de plus de temps pour convertir leur capital politique et leur expérience organisationnelle en capital économique, donc qu'elles n'avaient aucun intérêt à faire une rupture radicale avec le passé¹³. Partant toujours d'une explication matérialiste, mais en arrivant à des conclusions différentes, Tom Gallagher considère que l'adoption des politiques néolibérales seulement durant les années 2000 a été l'effet direct d'une entente entre les capitalistes locaux, qui sont « les anciens communistes » et les managers d'Etat¹⁴. Contrairement aux autres auteurs, Tom Gallagher met l'accent sur le rôle de la perspective de l'intégration dans l'Union Européenne dans l'adaptation des mesures néolibérales en Roumanie postcommuniste. Plus précisément, au début des années 2000, PSD s'est vu le représentant d'une classe de détenteurs de capital qui avait gagné leur position par un transfert des biens publics dans la propriété privée, en instrumentalisant les ressources de l'Etat. L'argument de Gallagher est que l'oligarchie nationale voulait étendre son pouvoir politique et économique dans le centre capitaliste de l'Europe de l'Ouest, mais sans changer sa relation

¹¹ *Ibidem*, p. 447.

¹² Liliana Pop, *Democratising Capitalism? The political economy of post-communist transformations in Romania, 1989–2001*, Manchester: Manchester University Press, 2006, pp. 5-53.

¹³ Catalin Stoica, "From good communists to even better capitalists? Entrepreneurial pathways in post-socialist Romania", *East European Politics & Societies*, vol. 18, no. 2, 2004, p. 107.

¹⁴ Tom Gallagher, *Theft of a nation: Romania since communism*, London: C. Hurst & Co. Publishers, 2005, p. 207.

exclusiviste avec l'Etat¹⁵. Pour convaincre l'Union Européenne d'accepter l'adhésion de la Roumanie, l'oligarchie avait vendu des usines et des sociétés d'Etat aux multinationales de l'Europe de l'Ouest¹⁶. Suite à ces stratégies et vu que PSD a réussi à maintenir un pouvoir politique et administratif monopolistique, le résultat des mesures prises à partir du début des années 2000 a été un capitalisme politique de clan¹⁷.

Malgré le retard des politiques néolibérales de la Roumanie postcommuniste, une étude comparative sur les pays postcommunistes remarquait « le fondamentalisme de marché » de la Roumanie de la moitié des années 2000. Pour les auteurs, en se distançant de son statut de pays néo-communiste des années 1990, dès la moitié des années 2000, la Roumanie avait dépassé les pays de l'Europe de l'Ouest dans la radicalité des politiques néolibérales adoptées, tandis que la Pologne et la République Tchèque avaient stagné dans la position d'Etats réformateurs.¹⁸ Au début des années 2000, la masse de chômeurs entraînée par la désindustrialisation se couple avec un doublement de la rate de la pauvreté¹⁹, avec l'apparition des villes mono-industries, source importante de l'émigration et avec la faillite de petits entrepreneurs, déterminé, entre autres, par l'interruption des subventions d'Etat dans l'agriculture.

1. De la transition à la crise économique

Par les mesures d'austérité, la crise économique avait entraîné une transformation des fonctions élémentaires de l'Etat²⁰, surtout par la réduction des ressources publiques et par l'augmentation du nombre de citoyens qui ont besoin des services sociaux. Parallèlement à la privatisation des services sociaux et à l'accroissement du nombre de citoyens qui n'ont pas une protection contractuelle sur le marché du travail, plusieurs recherches parlent d'« une criminalisation des pauvres »²¹. La Roumanie suit de près ces lignes globales, tout en continuant

¹⁵ *Ibidem*, p. 399.

¹⁶ *Ibidem*, 308-331.

¹⁷ Pour une synthèse sur la thèse du capitalisme politique en Europe centrale et orientale, voir Catalin Augustin Stoica, *op. cit.*, pp. 241-242.

¹⁸ Conor O'Dwyer, Branislav Kovalčik, "And the last shall be first: Party system institutionalization and second-generation economic reform" in *Postcommunist Europe. Studies in Comparative International Development*, 4 (12), 2000, pp. 3-26.

¹⁹ Liliana Pop, Emil Tesliuc, "Romania: Social Protection and The Poor", 2000, pp. 3-9.

²⁰ Wolfgang Streeck, Daniel Martens, "Public Finance and the Decline of State Capacity in Democratic Capitalism", in Armin Schäfer, Wolfgang Streeck, *Politics in the Age of Austerity*, Cambridge: Polity, 2013, pp. 25-28.

²¹ Donatella della Porta, *Social Movements in Times of Austerity: Bringing Capitalism Back Into Protest Analysis*, Cambridge: Polity Press, 2013, p. 93.

sa propre trajectoire. En fait, en Roumanie, les mesures contre la crise économique sont le produit d'une combinaison entre la pression internationale de FMI, la doctrine du gouvernement de centre droite et le lobby des acteurs civiques, sociaux et économiques majeurs, comme les associations de business²².

Contrairement aux autres pays de la région, en Roumanie, l'année 2008 est marquée par la fièvre des élections législatives, par des promesses optimistes et par l'augmentation des salaires dans le secteur public, même si les effets de la crise financière se propagent déjà à la fin de l'année 2008. Par conséquent, 315.000 employés du secteur privé seront licenciés en 2009, principalement dans les secteurs de la construction et du commerce. En mars 2009, le gouvernement roumain signe un accord pour la durée de deux ans avec FMI. Le pacte budgétaire incluait une aide de l'Union Européenne et de la Banque Mondiale, les plus importants aspects de cet accord étant : la réduction de 25% des salaires dans le secteur public, la réduction de 15% des aides de chômage, la diminution de 200.000 des nombres des postes dans le secteur public, la privatisation des plusieurs sociétés d'Etat comme Olchim, TAROM, Posta Romana. Après plusieurs ajournements de la mise en œuvre de ces mesures, en mai 2010, le président Traian Basescu est devenu le principal défenseur des politiques d'austérité. A part les coupures de 25% des salaires des employeurs du secteur public, selon la Stratégie sur la réforme du secteur de l'assurance sociale, le gouvernement réduit les coûts de la sécurité sociale de 2,9% à 2 %²³ (la moyenne européenne est de 5 %). L'orchestrier politique des mesures d'austérité a été le gouvernement de centre droite conduit par le premier ministre Emil Boc et formé d'une coalition de partis incluant le Parti Démocrate Libéral. Dans le même temps, après des débats intenses, en mars 2011, le Parlement approuve un nouveau Code du travail, vocalement contesté par les syndicats. Parmi les changements les plus importants de ce nouveau Code de Travail on compte la flexibilisation du travail par la mise en œuvre des contrats à durée déterminée. Aussi, le Code du Dialogue Social de l'été de 2010 modifie les critères imposés aux syndicats pour obtenir la représentativité et établit de nouvelles conditions pour l'enregistrement de nouveaux syndicats. Comme dans la plupart d'autres pays de l'Union Européenne, en Roumanie, le

²² Victoria Stoiciu, "Austerity and Structural Reforms in Romania. Severe Measures, Questionable Economic Results and Negative Social Consequences", *INTERNATIONAL POLICY ANALYSIS*, 2012, p. 1.

²³ "Strategia privind reforma în domeniul asistenței sociale 2011–2013", <http://www.mmuncii.ro>, accessed le 17 juin 2015.

dialogue social n'a produit aucun effet significatif sur la nature des mesures d'austérité²⁴. Par les discours du président Traian Băsescu, la stigmatisation des démunis et des employés du secteur public va atteindre un niveau institutionnel. Pour le président Traian Băsescu, le déclenchement de la crise n'est pas lié aux causes politiques et économiques, mais à la corruption et à l'irresponsabilité du secteur public. Dans la grille du président, si la crise n'est pas économique, cela veut dire qu'elle peut être solutionnée par des voies légales, par des changements constitutionnels et non pas « des politiques à gauche ou à droite »²⁵. Ainsi, les mesures d'austérité ont été présentées dans une grille non-économique, comme l'application des principes de la légalité, comme une lutte contre la corruption du secteur public, la vision de Băsescu étant centrée sur la responsabilité totale de l'individu pour son sort et sur une forte criminalisation discursive des démunis qui parasitent « l'Etat obèse » et « des malades prétendus ». Comme la pauvreté n'est pas un vrai problème en Roumanie, les mesures politiques ne doivent pas concerner la redistribution politique de la richesse dans la société, ou la correction des mécanismes de l'accumulation du capital, mais sont réduites à la vérification légale de la distribution existante. Deuxièmement, dans le contexte de la crise économique, le fait que l'économie de marché est vue comme un impératif absolu, selon « une image presque clinique de la réalité »²⁶ anéantit les possibilités de l'articulation des revendications socio-économiques.

« Le plus grand homme politique du monde n'est ni Obama, ni Poutine, ni Medvedev, ni Sarkozy, ni Merkel, mais le Marché. Je pense que la confrontation entre le marché et les hommes politiques européens doit finir par un armistice, parce que nous n'avons pas de solutions pour gagner, tout en protégeant nos nations et le marché ne peut pas tuer exactement ceux desquels il peut gagner infiniment : les gouvernements. C'est pourquoi, je pense qu'à la place d'aller à l'encontre des réalités du marché et de venir toujours trop tard, au-delà d'essayer des artifices peu convaincants, nous sommes dans un moment quand les hommes politiques européens doivent négocier avec les marchés et non pas d'une manière brutale. »²⁷

Partout en Europe, le recours à l'expertise des élites politiques locales présente les décisions politiques prises comme les seuls possibles, tout un offrant « une image presque

²⁴ Sotiria Theodoropoulou, Andrew Watt, *op. cit.*, p. 31.

²⁵ *Idem.*

²⁶ Roser Cusso, *Le conflit social éludé, Louvain-la-Neuve*: Academia-Bruylant, 2008, p. 9.

²⁷ Discours du président de la Roumanie, Traian Basescu, au lancement du Rapport concernant la compétitivité de la Roumanie, Bucarest, 14 décembre 2011.

clinique de la réalité, sur le modèle du traitement et du diagnostic »²⁸. Le cas de la Roumanie s'intègre dans ces tendances plus générales. Dans le même temps, le contexte national et local joue un rôle important. Plus particulièrement, les rapports de clientèle et les barons locaux entravent une articulation des actions collectives des démunis, car les gens cherchent à trouver des solutions individuelles de sortie des grandes difficultés matérielles à l'aide d'un protecteur. Les continuelles incriminations sur les démunis qui profitent de l'Etat nient toute possibilité d'une pensée politique sur la protection sociale de ces catégories au-delà des œuvres caritatives des hommes d'affaires comme Gigi Becali ou Marean Vanghelie.

2. « Mouvements de la crise » en Roumanie

Malgré ces conditions économiques difficiles, la stigmatisation des démunis et la dépolitisation de la question sociale, la Roumanie n'a pas vu naître des mouvements d'ampleur s'opposant aux coupures budgétaires et à la privatisation des services publics. Les protestations qui émergent dans l'espace roumain en 2012 viennent seulement après deux ans depuis les mesures d'austérité du gouvernement Boc. Comprendre pourquoi les Roumains ne se sont pas mobilisés dans la même mesure que les Grecs, ou les Espagnols face aux mesures d'austérité implique prendre en compte plusieurs facteurs, de la tradition de la résistance et jusqu'au type d'Etat hérité et bâti après 1989. Cela devient encore plus problématique dans la situation que les protestations de l'Espagne, de Grèce et des Etats-Unis ont été ancrées dans de pratiques autonomistes locales, se situant dans la continuité des luttes « grassroots » déjà existantes²⁹. Dans ces espaces, il s'agissait d'un grand nombre de militants qui étaient déjà engagés dans des formes de participation non-institutionnelle, ou déçus par leur participation à la politique institutionnelle. Il est bien connu le fait que les anarchistes grecs, proches au quartier anarchiste Exarchia, avaient joué un rôle important dans les assemblées générales, des groupes de travail, des réseaux basés sur l'aide mutuel³⁰. La situation se montre contraire en Roumanie. Pour les générations plus âgées, la pratique de l'occupation des espaces publics et du campement renvoie au phénomène Piata Universitatii de 1990, associé avec la contestation des membres de l'ancien nomenklatura

²⁸ Roser Cusso, *Le conflit social éludé*, Louvain-la-Neuve: Academia-Bruylant, 2008, p. 9.

²⁹ Cristina Flesher Fominaya, "Debunking Spontaneity: Spain's 15-M/Indignados as Autonomous Movement", *Social Movement Studies*, 14(2), 2015, pp. 142–163.

³⁰ Jerome Roos, Leonidas Oikonomakis, *op.cit.*, p. 126.

communiste qui dominant la vie politique roumaine d'après 1989 et qui « confisquent la Révolution anticommuniste de 1989 ».

Cette généalogie diverse influe non seulement sur le retour aux symboles communistes pendant les mouvements émergés en Roumanie dans le contexte de la crise économique, mais aussi sur les contours idéologiques de ces mobilisations. En mai 2010, plus de 50000 personnes participent au meeting organisé par les cinq confédérations syndicales qui contestent les réductions des salaires et des pensions. Entre autres messages faisant référence à la pauvreté des budgétaires et aux privilèges des hommes politiques « de clan », le message « Partez, à bas les communistes » sera scandé par plusieurs protestataires qui afficheront les drapeaux nationaux avec des trous, le symbole de la révolution anti-communiste de 1989³¹. En septembre 2010, un meeting organisé par les syndicats du système de santé rassemblent environ 10000 participants. La protestation va finir par des violences et par l'intervention des gendarmes. Les syndicalistes demandent le retour aux salaires d'avant les mesures d'austérité, à l'ancien Code du Travail et l'augmentation du salaire minimum à 750 lei (180 euro). Des messages comme « Basescu, vas après Ceausescu » et « Vous avec l'argent, nous avec la famine », les drapeaux, le chant de l'hymne national, le fait qu'une partie des participants vient avec des coupons de salaires, montrant des salaires de 100 et de 150 euro par mois sont représentatifs. Il nous semble important que les protestataires placent les mesures d'austérité dans la continuité de l'austérité imposée dans les années 1980 par le régime de Ceausescu. Seulement 30 enseignants du cycle secondaire protestent à Timisoara contre la disparition de 3500 postes et contre l'intention de majorer l'âge de retraite. A l'époque, le leader syndical expliquait le nombre réduit des protestataires par le fait que les enseignants auraient été menacés pour ne pas entrer en grève³². Malgré ces mobilisations syndicales qui ont eu lieu dans le contexte des coupures budgétaires et de la modification du Code de Travail de 2010, les syndicats ne réussissent pas à atteindre leurs revendications, ni d'apporter des transformations de politiques publiques. Dans le contexte d'un discrédit des syndicats, associés avec le pouvoir politique, le nombre des personnes se solidarisant aux syndicats mobilisés reste très réduit. Des ironies portant sur « la danse du

³¹ Geanina Sandu, « Zeci de mii de oameni au protestat în Piața Victoriei: "Ne-ați ciuruit, vă ciuruiim", "Vă dăm 25% din salarii dacă plecați », *Mediafax*, 2010, <http://www.mediafax.ro/social/zeci-de-mii-de-oameni-au-protestat-in-piata-victoriei-ne-ati-ciuruit-va-ciuruiim-va-dam-25-din-salarii-daca-plecati-6134108>, accessed le 10 juin 2016.

³² Lilian Iedu, « 30 de dascali au protestat in fata Prefecturii », *Opinia Timisoarei*, octobre 2010, <http://www.opiniatimisoarei.ro/aproximativ-30-de-dascali-au-protestat-in-fata-prefecturii/27/10/2010>, consulté le 11 juin 2016.

pingouin »³³ et les protestataires apportées par les syndicalistes avec des autocars de tout le pays sans savoir pourquoi ils protestent ne sont qu'un autre exemple du discrédit des syndicats. Il est vrai qu'un petit nombre d'activistes libertaires se joignent aux mobilisations syndicales de 2010 avec des messages sur les coupures budgétaires dans le contexte européen, sur la condition de ceux travaillant dans le secteur public et sur l'augmentation du budget pour l'armée, la gendarmerie et pour tout ce qui concerne l'appareil répressif, mais ceux-ci s'autoorganisent indépendamment des syndicats.

Se délimitant des mobilisations syndicales de 2010, à partir de 2011, plusieurs mobilisations peuvent être considérées comme une internalisation des mouvements Occupy/Indignados en Roumanie. Les jeunes engagés dans des pratiques de l'occupation de l'espace et des institutions publics se distancent des formes de représentation promues par les partis politiques et par les syndicats, tout en les considérant « bureaucratiques », « hiérarchiques », « opportunistes », un héritage du régime communiste. Les mouvements post-2011 en Roumanie débutent par la mobilisation des étudiants en 2011 qui contestent la militarisation des universités, occupant des amphitrites de l'Université de Bucarest et de l'Université Babes-Bolyai, Cluj-Napoca à partir du modèle imposé par le mouvement Occupy des Etats-Unis. A partir de 12 Janvier 2012, des milliers de Roumains se retrouvent dans la rue pour protester contre un projet de loi rédigé par le gouvernement de centre droite d'Emil Boc qui visait la privatisation du système de santé. Peu à peu, les manifestations ont commencé à rendre manifeste le mécontentement contre les élites politiques et contre les partis politiques d'après 1989. Certains messages et slogans des protestataires comme : « Solidarité avec la Grèce », « Nous sommes les Indignés de la Roumanie », « Démocratie réelle maintenant », donc l'usage des symboles et des idées globaux, démontrent une forme de transnationalisation des protestations de 2012. Les protestations qui débutent en septembre 2013 vont s'appuyer sur les réseaux militants déjà créés durant les mobilisations de l'hiver de 2012. Labélisées « L'Automne Roumain », les protestations de 2013 seront initiées comme réaction à un projet de loi du gouvernement de centre gauche Viorel Ponta qui donnait le feu vert au projet RMGC. Comme les Indignés, en 2013, les protestataires occupent les places publiques et créent des assembles citoyennes. Se plaçant dans la continuité des protestations de 2012 et 2013, les manifestations

³³ Danse faite lors des réunions et des fêtes de parti.

anti-corruption émergées à la fin janvier 2017 ont attiré l'attention des chercheurs, des activistes et des journalistes étrangers, entrant en relation avec d'autres mobilisations contre la corruption de la France, mais aussi des Balkans.

Néanmoins, malgré le fait que les protestataires engagées dans ces mobilisations sont influencées et s'inspirent des pratiques et des mobilisations globales, ils se distancent de ceux-ci par plusieurs aspects. Premièrement, si la justice sociale a été une des revendications des mouvements émergés après 2011³⁴, cette même revendication a été marginale pendant les mobilisations roumaines, tout comme les luttes pour les services publics. En dehors de la légalité des actions des hommes politiques et des droits civils, la justice sociale suscite peu d'intérêt. Alors que les militants parlent du besoin de créer des réseaux en dehors de l'échelle locale et du besoin d'occuper les places, « pour reprendre le modèle des Indignés », ils ne contestent pas les mesures d'austérité, ou la précarité et la flexibilité du travail, mais, tout au contraire, ils demandent une réduction de l'intervention de l'Etat en économie et une réduction des services sociaux, qui seraient liés aux coutumes malignes apprises durant le régime communiste. Cela est devenu évident pendant les protestations contre le projet Rosia Montana Gold Corporation de 2013 et pendant les mobilisations anti-corruption de 2017, quand les arguments contre l'augmentation du salaire minimum, pour la réduction des services publics et le fait que les protestataires demandent un gouvernement technocrate ont été intégrés dans les luttes contre la corruption.

Il y a tous ces gens qui sortent dans la rue seulement pour demander 10 euro en plus, comme si on vivait encore dans le régime communiste. La qualité des gens change quand ils viennent avec des revendications socio-économiques, donc je ne veux pas m'associer avec eux (les retraités). Je ne fais pas de discrimination, mais je pense que tout le monde devrait s'occuper de ses propres affaires et chercher un emploi à la place d'abuser de l'Etat. A la place d'avoir de milliers d'assistés sociaux qui ne veulent pas travailler et qui profitent de l'Etat, on devrait éduquer les gens dans un esprit entrepreneurial. Les masses doivent avoir un pouvoir limité de vote, car le vote doit s'exercer selon la culture générale. Les gens qui sont moins préoccupés par ce qui est bien

³⁴ Marlies Glasius, Geoffrey Pleyers, "The Global Moment of 2011: Democracy, Social Justice and Dignity", *Development and Change*, 44(3).

pour notre nation devraient avoir un droit limité de vote. (Mircea, 24, militant engagé dans l'action Occupy Casa Poporului de 2013)

Même s'ils déclarent être inspirés par des pratiques étrangères et entrent dans des réseaux globaux, les activistes roumains engagés dans les mouvements post-2011 ne développent pas des revendications ayant des enjeux globaux (l'inégalité, la migration), considèrent les élites politiques nationales les principales cibles de leurs revendications et regardent les mobilisations roumaines comme "à part" d'autres mouvements post-2011. L'expression « néolibéralisme » n'a jamais été utilisée par les acteurs durant les entretiens et en grand, le néolibéralisme n'est pas vu comme un mot qui serait adaptable au cas de la Roumanie.

En Roumanie, il y a une mafia qui n'a aucun rapport avec le capitalisme, le néolibéralisme et l'impérialisme. En France, on peut dire que les idéologies sont importantes. En Roumanie, le problème n'est pas le néolibéralisme, mais l'immoralité des politiciens qui gardent des liaisons avec le régime communiste. (Dragos, 49 ans, entretien de 23 septembre 2013)

Même si les activistes roumains entrent dans des alliances et dans des réseaux globaux et même s'ils utilisent des tactiques inspirées d'autres espaces, l'exclusion de la question de la justice sociale des mouvements roumains ne peut pas être expliquée sans faire référence au contexte et aux enjeux locaux de la mobilisation en Roumanie. Les activistes de l'Europe de l'Est ont plus de difficultés à dépasser le niveau national et local, tout en restant divisés entre l'adoption des idées et des formes d'action des autres espaces et l'ancrage dans les enjeux locaux³⁵. Comme dans le cas d'autres pays postcommunistes, les jeunes activistes de la Roumanie ne dénoncent pas les abus des pouvoirs économiques, mais l'abus de l'ancienne nomenclatura communiste qui empêcherait le développement des pays vers un modèle occidental. Plus précisément, à la place de critiquer « la démocratie sans choix » comme les jeunes progressistes de l'Europe du Sud et de souligner les limites de la démocratie libérale, les jeunes roumains réclament que la démocratie libérale occidentale, l'un des promesses et des objectifs de la transition, n'a pas été accomplie. « Nous voulons un pays comme à l'étranger » a

³⁵ Agnes Gagy, "The shifting meaning of autonomy in the East European diffusion of the alterglobalization movement: Hungarian and Romanian experiences" in Flesher Fominaya, Cristina, Cox, Laurence, *Understanding European Movements. New social movements, global justice struggles, anti-austerity protest*, Routledge, London, 2013.

été scandé à plusieurs reprises dans les rues de grandes villes de la Roumanie. Ce slogan doit être mis en contexte. En fait, une vaste littérature montre que le passage de l'économie de plan à l'économie de marché et le rapprochement des idées et des institutions occidentales dont les individus de l'Est ont été privés se sont faits avec un grand enthousiasme³⁶. Il s'agit d'une jeune génération qui grandit avec « les espoirs de la transition » et qui réagit plutôt au ralentissement du processus de la transition et de l'adoption du libre-échange qui serait empêché par la corruption interne des élites politiques nationales, qu'à l'environnement néolibéral et à la précarité sociale, qui ont créé le cadre de la mobilisation dans d'autres parties du monde³⁷.

Un aspect significatif est le fait qu'en Roumanie, le clivage générationnel se superpose sur celui entre les revendications matérielles et celles post-matérielles. La littérature remarque que les mouvements des places mobilisés après 2010 font une liaison entre les revendications sociales, économiques, culturelles, politiques, faisant la distinction entre les mouvements classiques et ceux post-matériels peu opérable³⁸. Néanmoins, dans le contexte post-communiste roumain, la distinction entre les revendications matérielles, associées avec les vieilles générations socialisées dans le régime communiste et qui « ne peuvent pas s'intégrer au capitalisme » et les jeunes « qui luttent pour des valeurs » relativise les postulats sur la disparition des frontières entre les mouvements classiques et les nouveaux mouvements sociaux. Le clivage entre la revendication des droits civils et les revendications économiques devient évident lors des protestations anti-corruption de 2017. La mobilisation des personnes de trois âges devant le palais présidentiel à l'appui du gouvernement social-démocrate, d'une part et la mobilisation devant le gouvernement des jeunes contre les social-démocrate et la corruption font que la division entre les questions matérielles et celles post-matérielles et le clivage générationnel devient spatiale.

Deuxièmement, la vision consensuelle et la tentative de ne pas diviser les manifestants et l'union du « peuple » contre la classe politique et l'État sont semblables à la division « nous contre eux » qui a séparé la population de la nomenklatura communiste dans les années 1980 et

³⁶ Ivan Berend, "What is Central and Eastern Europe", *European Journal of Social Theory* 8(4), 2005.

³⁷ Zeev Rosenhek, Michael Shalev, "The Political Economy of Israel's Social Justice's Protests: A Class and Generational Analysis", *Contemporary Social Science* 9 (1), 2014, pp. 31-48.

³⁸ Maria Grasso, Marco Giugni, Protest participation and economic crisis: The conditioning role of political opportunities, *European Journal of Political Research*, 55 (4), 2017, pp. 663-670.

1990 et à l'antipolitique des dissidents anticomunistes émergés dans les années 1980³⁹. Cette vision consensuelle et antipolitique fait plus susceptible l'ouverture des groupes vers des pratiques et des idées non-démocratiques, qui seront facilement rejetés dans d'autres espaces. Ces mêmes idées seront acceptées dans le contexte postcommuniste roumain afin de ne pas diviser les groupes et les mobilisations. L'acceptation des personnes promouvant des idées d'extrême droite ou des idées non-démocratiques sur le besoin de l'interdiction du droit de vote des retraités qui ont été éduqués dans le régime communiste, « des pauvres », qui votent seulement en fonction de leurs besoins matériels immédiats s'intègre dans la même vision consensuelle.

Des activistes plus radicaux, qui s'assumaient une critique de l'austérité et du néolibéralisme ont été bien présents dans les mouvements post-2011, mais leurs positions ont été marginales. Par exemple, lors de l'occupation de l'université de Bucarest en 2011, les activistes qui avaient déjà pris contact avec des pratiques autonomes de l'Europe occidentale ont insisté sur le rôle de l'horizontalité et sur la prise de décision par consensus. Ces acteurs radicaux critiquent la tendance envers la hiérarchie et l'élitisme, l'ignorance du contexte global, la réticence des activistes envers les revendications socio-économiques et l'utilisation des symboles nationaux pendant l'occupation.

Pendant l'occupation, plusieurs étudiants disaient que la militarisation de l'université était justifiée, puisque nous ne devrions pas laisser les sans-abris entrer à l'université. Je me suis rappelé que pendant l'occupation de l'Université de Vienne, les portes étaient ouvertes à tout le monde, même les sans-abris pouvaient venir manger et dormir à l'université.
(Cristian, 31)

Conclusions

Notre article a prouvé que les mouvements sociaux ne sont pas complètement spontanés. Au contraire, ils dépendent d'événements et d'expériences préalables et sont enracinés dans des contextes spécifiques. L'héritage du passé se reflète non seulement dans le retour aux symboles et aux messages anti-communistes, mais aussi dans les difficultés des manifestants à développer

³⁹ Cas Mudde, "Civil Society in Post-communist Europe. Lessons from the "dark side" in Piotr Kopecky, Cas Mudde, *Uncivil Society? Contentious Politics in Post-communist Europe*, Routledge, London, 2003.

des revendications globales et à cibler les mesures d'austérité et le néolibéralisme. Par conséquent, malgré les conditions économiques difficiles, les mouvements roumains ont eu du mal à aligner leurs efforts sur ceux des mouvements Indignados / Occupy. Bien que les activistes roumains créent des réseaux en dehors de l'échelle locale, ceux-ci ont plus de difficultés à développer des identités globales et sont moins tournés vers des sujets globaux (le néolibéralisme, l'inégalité), que dans le cas des groupes de l'espace occidental. Notre travail de terrain prouve que la furie contre l'ancien nomenklatura communiste et « les espoirs déçus de la transition » influent encore sur l'émergence et sur le développement des mouvements. A titre plus général, le passé communiste et l'héritage des luttes anti-communistes sur les mouvements récents influencent les opinions des activistes sur l'Etat et sur la question sociale. Le cas de la Roumanie prouve que les mouvements de la crise restent enracinés dans le contexte local et national, reflétant les souvenirs, les expériences et les craintes des acteurs mobilisés, malgré la diffusion de répertoires d'actions de l'Europe occidentale et méridionale.

Bibliographie :

- Ban, Cornel, "*Neoliberalism in Translation: Economic Ideas and Reforms in Spain and Romania*", doctoral thesis, 2011, Brown University.
- Ban, Cornel, *Dependență și dezvoltare Economia politică a capitalismului românesc*, Editura Tact, Cluj, 2013.
- Berend, Ivan, "What is Central and Eastern Europe", *European Journal of Social Theory* 8(4), 2005.
- Croitoru, Lucian, "Masurile de austeritate din 2010-2011 au evitat ca România sa alunece spre un scenariu de tip Grecia", *Revista 22*, 14 iulie 2015, <http://revista22.ro/57547/masurile-de-austeritate-din-2010-2011-au-evitat-ca-romnia-sa-alunece-spre-un-scenariu-de-tip-grecia.html>, accesé le 28 janvier 2016.
- Cusso, Roser, *Le conflit social éludé*, Academia-Bruylant, Louvain La Neuve, 2008.
- della Porta, Donatella, *Social Movements in Times of Austerity: Bringing Capitalism Back Into Protest Analysis*, Polity Press, Cambridge, 2013.

- Eyal, Gill, Szelenyi, Ivan, Townsley, Eleanor, *Making Capitalism Without Capitalists. The New Ruling Elites in Eastern Europe*, Verso, London, 1998.
- Flesher Fominaya, Cristina, “Debunking Spontaneity: Spain's 15- M/Indignados as Autonomous Movement”, *Social Movement Studies*, 14(2), 2015.
- Gagy, Agnes, “The shifting meaning of autonomy in the East European diffusion of the alterglobalization movement: Hungarian and Romanian experiences” in Flesher Fominaya, Cristina, Cox, Laurence, *Understanding European Movements. New social movements, global justice struggles, anti-austerity protest*, Routledge, London, 2013.
- Gallagher, Tom, *Theft of a nation: Romania since communism*, C. Hurst & Co. Publishers, London, 2005.
- Grasso, Maria, Giugni, Marco, “Protest participation and economic crisis: The conditioning role of political opportunities”, *European Journal of Political Research*, 55 (4), 2017.
- Iedu, Liliana, « 30 de dascalii au protestat in fata Prefecturii », *Opinia Timisoarei*, octombrie 2010, <http://www.opiniatimisoarei.ro/aproximativ-30-de-dascalii-au-protestat-in-fata-prefecturii/27/10/2010>, consulté le 11 juin 2016.
- Ionita, Sorin, “Tax Awareness in Romania and the Costs of the Welfare State” *Working papers*, no. 11, SAR, Bucharest, March 1999.
- Mudde, Cas, “Civil Society in Post-communist Europe. Lessons from the “dark side” in Piotr Kopecky, Cas Mudde, *Uncivil Society? Contentious Politics in Post-communist Europe*, Routledge, London, 2003.
- O’Dwyer, Conor, Branislav Kovalčík, “And the last shall be first: Party system institutionalization and second-generation economic reform” in *Postcommunist Europe. Studies in Comparative International Development*, 4 (12), 2000.
- Pop, Liliana, *Democratising Capitalism? The political economy of post-communist transformations in Romania, 1989–2001*, Manchester: Manchester University Press, 2006.
- Pop, Liliana, Tesliuc, Emil, “Romania: Social Protection and The Poor”, 2000.
- Rosenhek, Zeev, Shalev, Michael, “The Political Economy of Israel’s Social Justice’s Protests: A Class and Generational Analysis”, *Contemporary Social Science* 9 (1), 2014.

- Sandu, Geanina, « Zeci de mii de oameni au protestat în Piața Victoriei: "Ne-ați ciuruit, vă ciuruiți", "Vă dăm 25% din salarii dacă plecați », *Mediafax*, 2010, <http://www.mediafax.ro/social/zeci-de-mii-de-oameni-au-protestat-in-piata-victoriei-ne-ati-ciuruit-va-ciurui-va-dam-25-din-salarii-daca-plecati-6134108>, accesé le 10 juin 2016.
- Stoica, Catalin, “From good communists to even better capitalists? Entrepreneurial pathways in post-socialist Romania”, *East European Politics & Societies*, vol. 18, no. 2, 2004.
- Stoiciu, Victoria, “Austerity and Structural Reforms in Romania. Severe Measures, Questionable Economic Results and Negative Social Consequences”, *INTERNATIONAL POLICY ANALYSIS*, 2012
- Streeck, Wolfgang, Martens, Daniel, “Public Finance and the Decline of State Capacity in Democratic Capitalism”, in Armin Schäfer, Wolfgang Streeck, *Politics in the Age of Austerity*, Polity, Cambridge, 2013